



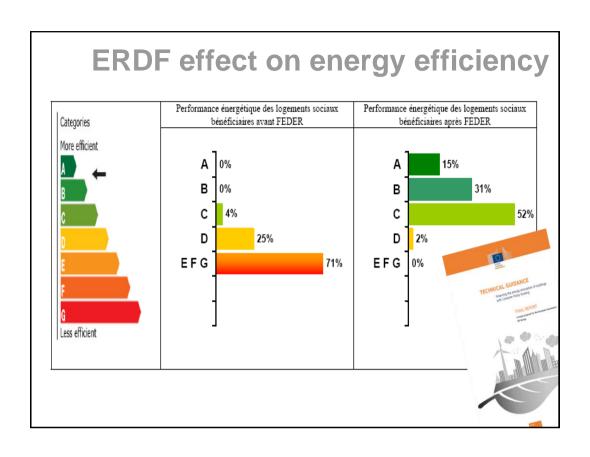
Fonds structurels, Prêts BEI, Plan Juncker

Coopération public-public

Modèles économiques en question









Plan européen de relance économique – France « The best example in the EU »



Cohésion 2014-2020 / 22 régions

- 475 millions EUR FEDER / rénovation thermique HLM
- 3,3 milliards EUR investissements générés
- 42.000 enplois locaux
- 150.000 ménages HLM bénéficiaires

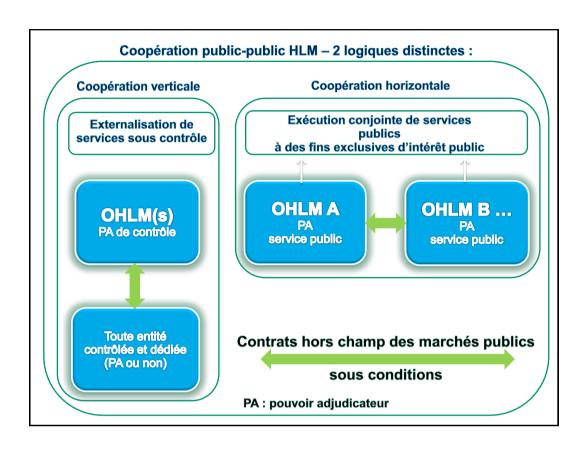
+ Plan Juncker

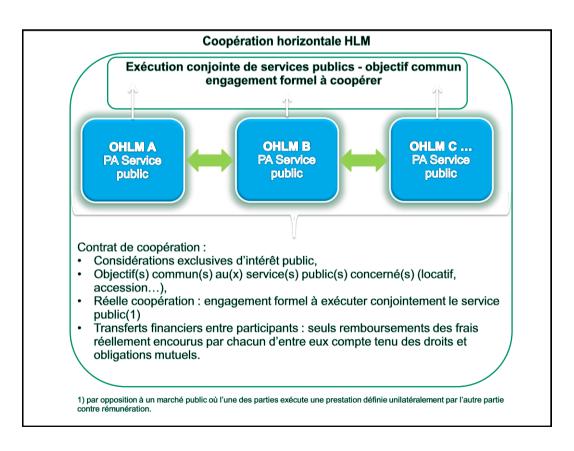
- **500** millions EUR Prêts BEI Logement intermédiaire
- 500 millions EUR Prêts BEI Eco-prêts CDC
- X millions d'euros Fond de capitalisation des OHLM (négociations en cours garantie EFSI)

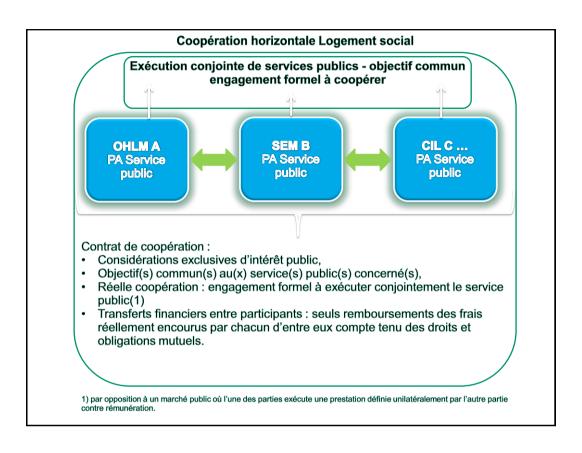


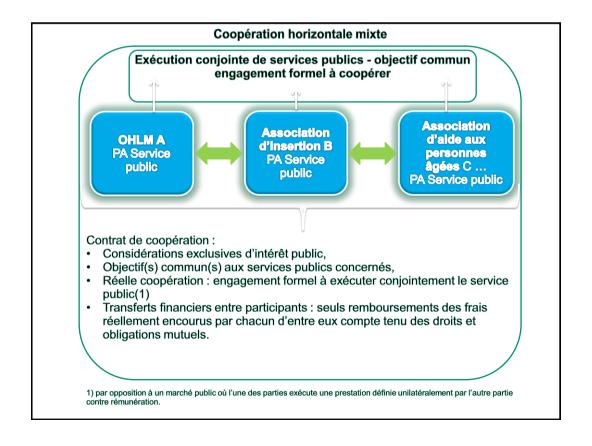




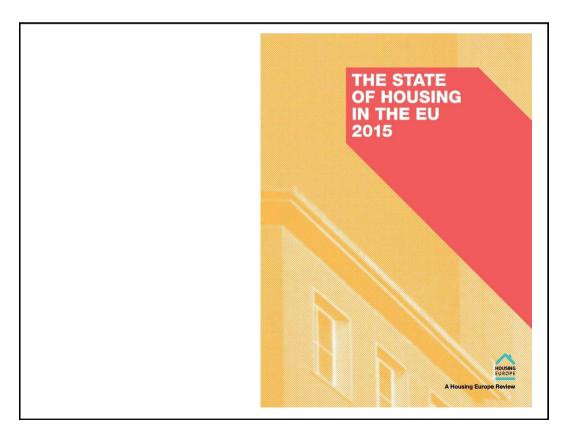


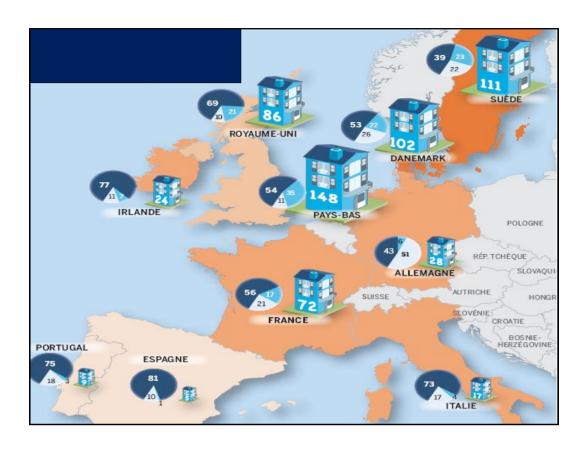














BANALISATION - VALORISATION

Suppression de l'agrément HLM, banalisation des opérateurs HLM, extension des champs de compétence – diversification des produits

Conventionnement temporaire des logements sociaux : parc HLM :

- 500.000 logements conventionnés,
- 4 millions déconventionnés

Régionalisation des aides à la pierre, aides à la personne Fédéral/régional

Résidualisation par absence d'indexation des plafonds de revenus (20% pop)

Vente des offices HLM à des fonds de pension internationaux – revente à la découpe – fusion entre fonds d'investissement

IMPACT PLAN DE RIGUEUR

Faible : détente des marchés – offre privée Objectif : 60.000 logements... à démolir Clivages territoriaux

Réfugiés - relance de la construction



RESTRUCTURATION - SPECIALISATION

Droit à l'achat (2 millions de logements sociaux vendus)

Droit à choisir son bailleur : transfert du parc HLM à des bailleurs associatifs (RSL) – dissolution Offices-ESH

Recentrage / plus défavorisés, système de points – transparence de l'offre (CBL)

Aide à la pierre (40%) + financement bancaire + aide à la personne (aide sociale / 100% solvabilisation)

Participation des habitants – gouvernance participative, qualité de services – offre globale

Mise en concurrence des RSL entre eux (appel d'offre) + ouverture aux privés,

IMPACT PLAN DE RIGUEUR

Suppression des aides à la pierre Baisse des loyers de 1%/an Plafonnement APL : aide sociale unique plafonnée Pay to stay



AUTONOMISATION-RATIONALISATION

Transfert des régies communales à des corporations

Autonomie financière : plus d'aide à la pierre, garantie publique de second rang, emprunt bancaire, valorisation patrimoniale, fonds propres, aide à la personne

Fusion des organismes HLM (de 800 à 400) et restructuration en groupes

Fusion organismes HLM - prestataires de services à la personne (vieillissement- soins à domicile)

Diversification des métiers et services (équipements, infrastructures sociales locales)

Transparence de l'offre – attributions CBL – plafond unique de 30.000 euros (UE)

IMPACT PLAN DE RIGUEUR 2012

Taxation HLM de 1,1 Mds à 1,7 Mds / an (0,5%) Droit à l'achat sur 75% du parc



BANALISATION - DIVERSIFICATION

Suppression du caractère de service public des organismes d'HLM > sphère commerciales

Egalité de traitement avec les autres opérateurs du marché – « investisseur avisé »

Plus d'aide spécifique à la pierre – aides générales (art.107 TFUE)

Aide à la personne

Réservation communale/paiement loyer CL

Transparence de l'offre : agence immobilière communale (CBL)

Diversification des activités / attractivité des territoires communaux – infrastructures locales

IMPACT PLAN DE RIGUEUR

Suppression des aides à la pierre Faillite des organismes en zones détendues

Douce France! Bulle protectrice

- 54₁₁35 148 PAYS-BAS 2 PAYS-BAS 3 SFRANCE
 - 1. Financement administré hors marché
 - Livret A 1% logement
 - 2. Loyer d'équilibre + APL
 - Recettes extra-budgétaires
 - 3. Régulation publique forte
 - Encadrement législatif
 - Continuité financière
 - Mutualisation
 - Contrôle
 - 4. 1^{er} constructeur européen de logements sociaux
 - Pacte Etat-HLM

Douce France! Quels choix stratégiques?



- 1. Banalisation vs Spécialisation ?
 - Mono-produit en monopole
 - Très social et/ou intermédiaire ?
 - Activités commerciales

2. Bailleur social vs acteur social?

- Légitimité sociale inclusion
- Services sociaux intégrés attributions
- Internalisation vs coopération

3. Autonomisation vs Dépendance ?

- Substitut aux aides à la pierre ?
- Valorisation Diversification ?
- Mutualisation vs captation
- Fonds propres (lvts vs taxation ?)

4. Centralisation vs Décentralisation ?

- Ancrage local gouvernance pertinente
- Efficience des aides / besoins